

PRÉFECTURE DE LA SAVOIE



Direction départementale de
l'agriculture
et de la forêt de la Savoie

Service environnement

83, avenue de Lyon
73018 Chambéry cedex

Monsieur Olivier JOLY
Avenue de Savoie
73590 FLUMET

Dossier suivi par : Marie BAR

Mél : marie.bar@agriculture.gouv.fr

Tél. : 04.79.69.93.48
Fax : 04.79.69.93.79

Objet : Moulin Jiguet sur l'Arrondine – Renouvellement du droit d'eau.

Réf. : MB/PM 08.1033

Chambéry, le 24 juillet 2008

Monsieur,

Le moulin Jiguet a été autorisé au titre de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'énergie hydroélectrique par arrêté préfectoral du 17 octobre 1928. Cette usine, autorisée initialement pour une durée de 50 ans, a vu son droit d'eau renouvelé tacitement de 30 ans en 1978. L'exploitation de cet aménagement est donc possible jusqu'au 17 octobre 2008.

Vous m'avez sollicité sur la possibilité de demander un renouvellement de ce droit d'eau.

La procédure de renouvellement du droit d'exploiter une usine hydroélectrique est régie par l'article R214-82 du code de l'environnement. Cet article prévoit que, 3 ans avant la date d'expiration de l'autorisation, l'administration prend la décision de principe d'instituer une autorisation nouvelle ou non. En cas d'absence de notification de cette décision de principe avant les 3 ans, l'autorisation actuelle est prorogée dans les conditions antérieures pour une durée équivalente au dépassement de délai.

Une réunion a été organisée le 26 juin 2008 sur site afin de faire le point sur l'opportunité de renouveler ce droit d'eau.

La position de l'administration est la suivante :

- Considérant que l'Arrondine est un cours d'eau classé au titre de l'article L432-6 du code de l'environnement et que tout ouvrage faisant obstacle à la continuité écologique doit être équipé d'un dispositif de franchissement de la faune piscicole tant pour la montaison que pour la dévalaison,
- Considérant que l'effacement du barrage nécessiterait la réalisation d'une étude détaillée des conséquences sur l'amont de l'érosion régressive qui serait générée,
- Considérant que l'absence d'entretien de l'ouvrage est préjudiciable à la sécurité de celui-ci,

je ne m'oppose pas à la possibilité de renouveler le droit d'eau.

J'attire toutefois votre attention sur les éléments suivants :

1. La procédure de renouvellement du droit d'eau est la même que pour une autorisation initiale. Cela signifie qu'il sera nécessaire de déposer un dossier complet, comprenant une notice d'impact, qui sera soumis à conférence administrative (consultation des différents services concernés) puis à enquête publique. La durée d'instruction de ce dossier sera de 18 mois à 2 ans. Les pièces constitutives de ce dossier figurent à l'article R214-72 du code de l'environnement. Les frais occasionnés par la constitution du dossier (qui sera réalisé par un bureau d'études spécialisé) ainsi que par l'enquête publique (rémunération du commissaire enquêteur, publication dans les journaux d'annonces légales) sont à la charge du demandeur. Comme convenu, je vous communiquerai dès réception une note de l'ONEMA reprenant l'ensemble des points devant impérativement figurer dans la notice d'impact de votre dossier.
2. La remise en état de l'ouvrage doit, d'après la réglementation, s'accompagner de la mise en place d'un dispositif de franchissement pour la faune piscicole. La dévalaison doit impérativement être assurée. La mise en œuvre d'un dispositif de montaison peut éventuellement faire l'objet d'une discussion, dans la mesure où la notice d'impact jointe à votre demande d'autorisation comprend des arguments étayés sur l'absence d'enjeux piscicoles à l'amont de l'ouvrage.
3. Le débit réservé qui sera restitué à l'aval de la prise d'eau devra être au moins égal au dixième du débit moyen interannuel du cours d'eau (voir article L214-18 du code de l'environnement), soit en première approche 200 l/s.

L'administration n'ayant pas fait connaître au permissionnaire sa position de principe avant le 17 octobre 2005, l'autorisation est de fait prolongée pour une durée correspondant à ce retard (durée comprise entre le 17 octobre 2005 et la date de première présentation du présent courrier recommandé avec accusé de réception). L'arrêté du 17 octobre 1928, qui arrivait à expiration le 17 octobre 2008, est donc prorogé jusqu'au mois de **juillet 2011** (la date précise vous sera communiquée une fois l'accusé de réception reçu par mon service).

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le directeur départemental
de l'agriculture et de la forêt et par délégation,
l'adjointe au chef du service environnement



Fabienne GOETZ

Copie pour information :

- Commune de Flumet.
- ONEMA – Service départemental – M. PELLENG.
- ONEMA – Direction régionale – M. RAYMOND.
- Fédération de Savoie pour la pêche et la protection du milieu aquatique.
- M. JOURDAIN.